



## **TERMES DE RÉFÉRENCE**

### **Agence française de développement**

5, rue Roland Barthes  
75598 Paris Cedex 12  
RCS PARIS B 775 665 599

### **En ce qui concerne la prestation**

**ÉTUDE DE FAISABILITÉ ENVIRONNEMENTALE, SOCIALE ET  
PROJET CRY**

## RÉSUMÉ

ARTICLE 1.	Présentation de l'AFD .....	3
ARTICLE 2.	Contexte de la mission.....	3
ARTICLE 3.	Objet du marché : .....	6
ARTICLE 4.	Définitions clés .....	6
4.1	Gestion intégrée du bassin .....	6
4.2	Protection sociale adaptative (PAS) .....	6
ARTICLE 5.	Prestations prévues dans le cadre de la présente consultation.....	6
5.1	Résumé de la prestation prévue .....	6
5.2	Périmètre de la prestation .....	8
Composante 1 : études environnementales et sociales.....		8
Composante 2 : études sur la résilience des territoires et de leurs habitants face aux changements climatiques, l'atténuation de ces changements et les avantages pour la biodiversité.....		13
Composante 3 : études de faisabilité opérationnelle du projet.....		14
5.3	Compétences attendues du fournisseur.....	16
5.4	Conditions de livraison / exécution / interlocuteurs .....	17
5.5	Livrables attendus.....	18
5.6	Phases de réalisation du conseil.....	18
5.7	Calendrier estimé de la prestation .....	19
ARTICLE 6.	Validation des livrables par l'AFD.....	20
6.1	Processus de validation des produits livrables .....	20
6.2	Critères de validation des livrables.....	20
6.3	Relation avec les modalités de paiement .....	20
ARTICLE 7.	Limites imposées par l'AFD.....	21
7.1	Utilisation de la langue espagnole .....	21
7.2	Accès du personnel du fournisseur .....	21
ARTICLE 8.	Moyens mis à la disposition du prestataire.....	21

## ARTICLE 1. Présentation de l'AFD

Etablissement public au cœur du dispositif français de coopération, l'Agence française de développement (AFD) œuvre depuis plus de quatre-vingts ans pour **lutter contre la pauvreté et favoriser le développement** dans les **pays du Sud**. Soutient également le dynamisme économique et social des **pays d'outre-mer**.

Par le biais **de subventions**, prêts, **fonds de garantie** ou contrats de levier et développement, elle **finance des projets, programmes et études et accompagne ses partenaires du Sud dans le renforcement de leurs capacités**.

L'AFD finance et accompagne des projets et programmes de développement qui soutiennent une croissance économique plus durable et partagée, améliorent les conditions de vie des plus pauvres, contribuent à la préservation de la planète et aident à stabiliser les pays fragiles ou sortant d'une crise.

Ses équipes, basées à Paris, Marseille et sur son réseau **de 85 agences** et représentations dans les pays en développement et dans l'**Outre-mer français**, lui permettent d'offrir à ses partenaires des financements, des instruments d'analyse et de couverture des risques, ainsi qu'une ingénierie de la formation et du renforcement des capacités.

Sa filiale **Proparco** soutient les investissements privés.

L'AFD collabore également avec les réseaux académiques français et internationaux pour alimenter les débats et réflexions prospectives sur le développement.

Assure la gestion du **Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM)**, qui cofinance des projets conciliant environnement et développement.

L'ensemble des informations relatives à l'AFD, et notamment sa Charte d'Éthique, que le prestataire est vivement invité à consulter, est disponible sur le lien suivant : [www.afd.fr](http://www.afd.fr).

## ARTICLE 2. Contexte de la mission

La République dominicaine, pays insulaire des Caraïbes, est confrontée à une vulnérabilité climatique élevée due aux phénomènes météorologiques extrêmes tels que les inondations, les sécheresses, les ouragans et les tempêtes, qui devraient augmenter d'ici 2050-2100. Cette situation affecte particulièrement les régions agricoles de l'ouest et du sud du pays, augmentant les risques sociaux tels que le risque accru de pauvreté. Actuellement, 23 % de la population vit dans la pauvreté.

Le bassin du fleuve Yaque del Sur, le troisième plus grand du pays avec 5000 km<sup>2</sup>, est l'une des zones les plus touchées par le changement climatique et ses effets, faisant face à d'importants défis tels que la pénurie d'eau, étant donné que dans les années sèches le déficit hydrique annuel a atteint 288.26 mm<sup>3</sup>. Environ 35 % du bassin hydrographique est agricole, et l'agriculture est une source essentielle de subsistance, bien qu'elle soit très vulnérable aux fluctuations climatiques et à la diminution des ressources en eau. Les niveaux élevés de pauvreté et d'éducation, conjugués à des pratiques agricoles nuisibles aux écosystèmes, contribuent au déboisement et à une pression accrue sur les ressources en eau, rendant ainsi impossible l'amélioration de la qualité de vie des habitants.

Le projet vise à accroître la résilience climatique, sociale et économique dans le bassin du Yaque du Sud grâce à un programme de gestion intégrée qui intègre des mécanismes de protection sociale adaptative (PSPA) et des actions de reboisement. Ce programme s'efforcera également d'aborder la question de la sécurité hydrique en tant que mesure d'adaptation aux changements climatiques.

Le projet comporte trois composantes principales et dix produits associés :

### Composante 1 : Gestion intégrée du bassin

- Création de comités de gestion pour les sous-bassins et d'un conseil général pour le bassin.

- Élaboration d'un plan de gestion intégrée pour le bassin.
- Expansion des zones de reboisement dans les zones critiques.
- Régénération des sols grâce à une utilisation rationnelle et à la gestion de l'eau.
- Mise en place de systèmes de gestion des déchets solides.

### **Composante 2 : Modèle économique durable et résilient**

- Améliorer les pratiques agricoles durables, adaptées aux changements climatiques et rentables pour les agriculteurs.
- Diversifier les activités économiques dans le bassin pour réduire la pression sur les ressources naturelles.

### **Composante 3 : Services publics et protection sociale adaptative**

- Élargir l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement dans les communautés.
- Programmes d'appui à la protection sociale, à l'emploi et à l'esprit d'entreprise pour les populations vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes.
- Mise en place de mécanismes d'alerte et de sensibilisation aux risques climatiques.

Le budget du projet est de 20 millions de dollars financés par un prêt souverain. Son exécution est assurée par le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles, soutenu par "Supérate", programme de lutte contre la pauvreté de la présidence de la République et qui fait partie du Réseau de protection sociale du gouvernement<sup>1</sup>, et l'ONG "Sud Futuro", sous une structure de gouvernance qui assure la participation de multiples acteurs, y compris les autorités locales et les organisations communautaires.

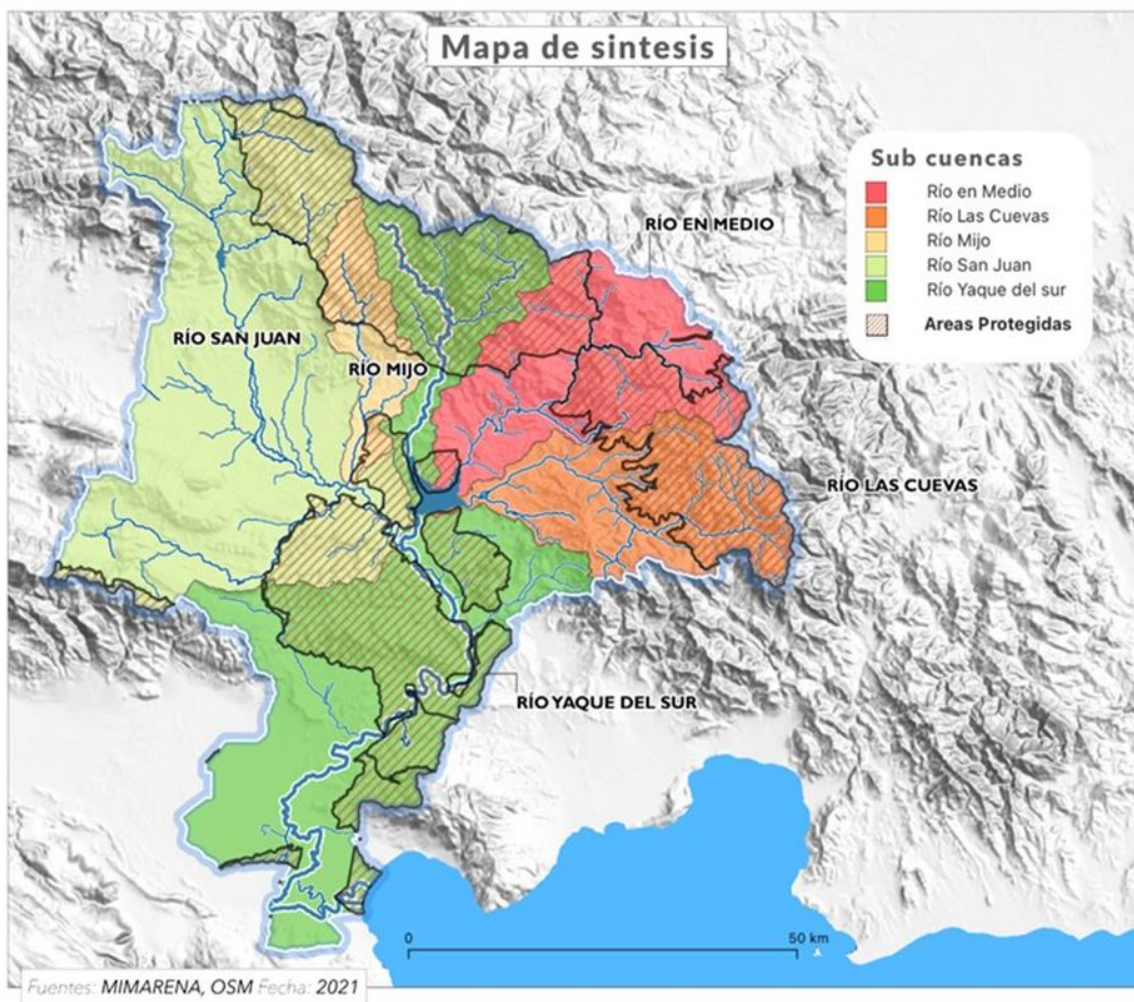
#### Descriptions des acteurs :

1. **Le ministère de l'environnement et des ressources naturelles** (MIMARENA : <https://ambiente.gob.do>) est l'organe directeur chargé de la gestion des politiques publiques environnementales et climatiques, ainsi que de la protection des écosystèmes, des ressources naturelles et de la biodiversité. Dans le cadre de ce projet, nos interlocuteurs sont la direction de l'eau (Vice-ministère des sols et des eaux) et la direction du suivi du portefeuille et de la planification (Vice-ministère de l'action pour le climat et de la coopération internationale).
2. **Supérate** (<https://www.superate.gob.do>) est un programme de la présidence. Supérate est le bras opérationnel du système de protection sociale de la République dominicaine chargé de mettre en œuvre la stratégie de lutte contre la pauvreté et d'accompagner les familles dominicaines les plus démunies par des transferts monétaires conditionnels et des programmes de soutien socio-économique, éducation et insertion professionnelle.
3. **Sur Futuro** (<https://surfuturo.org/>) est une organisation privée à but non lucratif qui a commencé ses activités en 2001, promouvant le développement et le bien-être social des communautés du sud de la République dominicaine tout en répondant aux défis du changement climatique. En novembre 2021, le président de la République dominicaine a renouvelé pour 10 ans

---

<sup>1</sup> Décret no 377 de 2021

le mandat confié à Sur Futuro pour la gestion du bassin supérieur du CRYs par le décret présidentiel 692-21 et la signature d'un accord avec le ministère de l'environnement. Ce décret transfère à Sud Futur la cogestion du bassin hydrographique, afin d'« améliorer la qualité de vie des populations et construire une résilience face au climat et aux risques de catastrophe (...) ».



Le projet sera réalisé directement dans la partie haute du bassin de Yaque du Sud, spécifiquement dans les sous-zones Haut-Ouest, Haut-Est et Mi-Ouest (voir carte à l'article 5.2 sur le zonage). Le projet devrait avoir des effets positifs indirects sur la partie inférieure du bassin.

Ce projet doit respecter les normes internationales de durabilité établies par la Banque mondiale et les politiques de gestion des risques environnementaux et sociaux de l'Agence française de développement (AFD), qui fournissent des cadres solides pour la gestion des risques A&S et l'application de bonnes pratiques internationales en la matière.

- **Banque mondiale** : les normes environnementales et sociales de la BM seront suivies (EAS 1 à 10)
- **AFD** : La politique de gestion des risques environnementaux et sociaux et la politique de genre et de développement de l'AFD seront prises en compte, visant à intégrer l'équité entre les sexes et la durabilité dans les projets financés.

### ARTICLE 3. **Objet du marché :**

L'objectif de la prestation est d'actualiser et réaliser des études de faisabilité sur les thèmes environnementaux, sociaux et climatiques pour soutenir le Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles, Supérate et Sur Futuro dans la définition du futur projet CRY : Gestion de l'environnement et résilience sociale face aux changements climatiques dans le bassin du fleuve Yaque du Sud (CRY). Aussi, l'objectif de ce contrat est de travailler sur la faisabilité opérationnelle du futur projet.

Plusieurs études de faisabilité ont déjà été réalisées pour le futur projet CRY, dont les études financées par la facilité Adapt'Action. Le travail du consultant se fondera, entre autres, sur les études déjà réalisées. En outre, un projet sur les eaux souterraines du bassin de Yaque del Sur est en cours d'exécution et devra également être pris en compte, des éléments pouvant être partagés avec le consultant.

### ARTICLE 4. **Définitions clés**

#### **4.1 Gestion intégrée du bassin**

La gestion intégrée des bassins versants est une approche holistique qui vise à gérer les ressources naturelles d'un bassin hydrographique de manière durable, en tenant compte de l'interrelation entre l'eau, le sol, la biodiversité, le climat et les activités humaines. Cette approche reconnaît que les actions menées dans une partie du bassin peuvent avoir des impacts dans d'autres domaines, de sorte qu'elle promeut une vision intégrée et coordonnée pour parvenir à un développement équilibré et durable.

#### **4.2 Protection sociale adaptative (PAS)**

La PSAd consiste à mobiliser des programmes de protection sociale (PS) afin d'assurer aux individus un revenu de base et une protection contre les risques de la vie, tout en permettant d'accompagner les ménages vulnérables dans la gestion des catastrophes et l'adaptation face au changement climatique. Les mesures de prévention des catastrophes naturelles, qui peuvent être mobilisées à des fins d'atténuation, d'adaptation et de réaction aux catastrophes naturelles.

### ARTICLE 5. **Prestations prévues dans le cadre de la présente consultation**

#### **5.1 Résumé de la prestation prévue**

La prestation attendue doit comprendre les tâches suivantes :

#### **Composante 1 : études environnementales et sociales**

1. Actualiser les diagnostics sociaux et économiques existants pour montrer que le projet est destiné aux populations les plus défavorisées. Ce diagnostic mis à jour doit également démontrer les impacts sociaux, économiques et financiers pour les populations bénéficiaires ;
2. Mettre à jour le diagnostic de genre existant (y compris des informations sur la division sexuelle du travail productif et reproducteur, ainsi que sur les obstacles auxquels se heurtent les femmes face à leur autonomie économique et à leurs aspirations à exercer un leadership dans l'objectif d'adaptation);
3. Valider les protocoles de reboisement et de régénération des sols qui s'appliquent dans la zone et notamment ceux accompagnés par Sud Futur, en tenant compte de l'identification des risques environnementaux et sociaux possibles, rôles des acteurs, en intégrant la manière dont les programmes sociaux seront mobilisés pour accompagner la restauration du bassin et contribuer à la réduction de la vulnérabilité et de la pauvreté;



4. Élaborer le cadre de gestion environnementale et sociale du projet (MGAS) ainsi que le plan de participation des parties prenantes (PPPI) avec les normes environnementales et sociales (EAS) de la Banque mondiale (BM) et la liste d'exclusion de l'AFD;
5. Élaborer le cadre de politique de réinstallation involontaire (MPR - si nécessaire), conformément aux normes environnementales et sociales (SEA) de la Banque mondiale (BM) et à la liste d'exclusion de l'AFD.
- 
6. Sous les normes utilisées générer un document explicatif sur la façon dont le projet aura des impacts dans les zones protégées environnantes, en détaillant clairement quels sont ces impacts avec l'objectif de valider que le projet n'aura pas d'impacts négatifs dans ces zones.

## **Composante 2 : études sur la résilience des territoires et de leurs habitants face aux changements climatiques, l'atténuation de ces changements et les avantages pour la biodiversité**

1. Mettre à jour le diagnostic sur les risques de catastrophe et la vulnérabilité aux changements climatiques existant déjà, en identifiant les causes économiques, sociales, institutionnelles et d'infrastructure. Proposer les adaptations nécessaires pour que les actions identifiées du projet répondent de manière adéquate à ces défis. ;
2. Réaliser une cartographie combinant les informations sur la vulnérabilité des territoires face aux changements climatiques et les niveaux de marginalisation économique et sociale dans les municipalités qui composent le bassin;
3. À partir des points précédents, revoir en marge la théorie du changement de projet qui lie la GIRE et la PSAd et proposer une matrice d'indicateurs démontrant les impacts significatifs sur la résilience climatique incluant un protocole de suivi-évaluation;
4. Effectuer une analyse de l'empreinte carbone du projet pour déterminer le potentiel de séquestration du carbone du projet.
5. Effectuer un diagnostic de l'état initial de la biodiversité et démontrer comment le projet permet d'améliorer l'état de la biodiversité. Proposer une matrice d'indicateurs démontrant les impacts positifs sur la biodiversité et les ressources naturelles (sols, eau,...).
6. Sur la base des analyses précédentes, proposer des solutions basées sur la nature (SbN) qui soient pertinentes pour le projet, en s'appuyant sur les critères de [la Norme mondiale de l'UICN pour le SbN](#). Il s'agit d'effectuer un "screening" du projet à l'aide de cette norme pour identifier les opportunités et les domaines d'amélioration dans le processus.

## **Composante 3 : études de faisabilité opérationnelle du projet**

1. Revoir et compléter le cadre organisationnel, l'organisation institutionnelle et la répartition des activités du projet entre les entités (Ministère de l'environnement et des ressources naturelles, Sur Futuro, Supérate);
2. Diagnostiquer les capacités des entités à réaliser les activités assignées, y compris la gestion des fonds (Ministère de l'environnement et des ressources naturelles, Sud Futur, Supérate);
3. Définir le schéma fiduciaire entre les différentes entités du projet (AFD, Ministère des Finances, Ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles, Sud Futur et Supérate) y compris les modalités de services monétaires (services Sud Futur et Supérate sur subvention, obligations vertes, micro-crédits ou paiements pour services environnementaux par exemple);
4. Définir les modalités nécessaires de gestion des risques (par exemple, audits, contrôles) et les mécanismes de suivi et d'évaluation du projet;

5. Définition du modus operandi de l'Unité de Gestion de Projet (UGP) et d'articulation institutionnelle entre les 3 partenaires du projet incluant la révision de la structure d'équipe et le budget proposés, comment ils devraient fonctionner pour intégrer les deux axes du projet (GIRE et PSAd);
6. Simuler le calendrier et le plan d'acquisition du projet.
7. Détailler les recommandations pour la rédaction du Manuel de Procédures du projet (à commander le modèle utilisé par l'AFD).

## 5.2 Périmètre de la prestation

Pour chacune des composantes où elle s'applique, il est demandé au Consultant de mettre à jour les diagnostics existants (livrables réalisés en 2022, financés par la facilité Adapt'Action). Au niveau du périmètre des études, on attend de la part du consultant :

- **Mise à jour des diagnostics existants** : travailler sur tout le périmètre du bassin Yaoqué du Sud
- **Réalisation des nouvelles études** : Travailler sur la partie haute du bassin de Yaqué du Sud, spécifiquement dans les sous-zones Haut Ouest, Haut Est et Moyen Ouest



Le Consultant peut se référer à l'**article 5.5 - Livrables Attendus**, où est précisé le périmètre attendu pour chaque livrable.

### Composante 1 : études environnementales et sociales

Au cours de la phase d'identification, le programme a été classé B+ correspondant à un niveau important de risques environnementaux et sociaux (AyS). Ces risques sont principalement associés aux activités



de construction d'infrastructures de base (distribution d'eau et assainissement) et à la présence d'aires protégées dans la région d'intervention du Programme. Les défis sociaux sont liés aux conditions de pauvreté et à l'absence d'inclusion sociale des groupes vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes, et de mécanismes de protection sociale adaptative. Par ailleurs, les risques de déplacement physique et volontaire devront être approfondis dans le cadre des études A&S.

### **1. Actualiser le diagnostic social et économique**

Mise à jour du diagnostic social et économique existant pour démontrer que le projet cible les populations les plus défavorisées et analyser ses impacts sociaux, économiques et financiers sur les populations bénéficiaires.

Les travaux porteront en particulier sur :

- les sources de revenus du travail, autres que le travail et autres, ainsi que les moyens de subsistance et leur impact sur les ressources naturelles et hydriques;
- les difficultés d'accès aux ressources naturelles et les conflits entre les usages (agricoles, pastoraux et autres);
- l'existence et l'accès à des installations publiques (telles que la présence institutionnelle et le tissu associatif, les écoles et les infrastructures de santé, etc.) et aux programmes sociaux (emploi, lutte contre la pauvreté, protection sociale, etc.);
- Les difficultés d'intégration des jeunes, des minorités et des migrants
- la manière dont les problématiques sociales et les problématiques de conservation des ressources naturelles et de protection des ressources hydriques s'articulent et se renforcent mutuellement

### **2. Mise à jour du diagnostic de genre**

Mise à jour du diagnostic de genre existant, notamment en ce qui concerne :

- la division sexuelle du travail productif et reproducteur,
- les barrières et obstacles auxquels se heurtent les femmes en ce qui concerne leur autonomie économique et leurs aspirations à jouer un rôle de premier plan dans la réalisation des objectifs d'adaptation;
- la représentation des différentes populations, femmes et jeunes dans la gouvernance traditionnelle de la terre, des ressources en eau et du territoire,
- les obstacles à l'inclusion des femmes dans les processus de prise de décisions, dans les institutions, dans les organisations communautaires et/ou professionnelles.

### **3. Valider les protocoles de reboisement et de régénération des sols**

L'un des principaux objectifs du projet est de travailler au reboisement et à la régénération des sols. L'ONG Sur Futuro effectue déjà ce travail dans le territoire de la CRYs et possède plusieurs pépinières dans la zone. L'objectif de ce travail sera de valider ou bien définir avec l'ONG Sud Futur et le programme Supérate les protocoles d'intervention prévus dans le projet relatif au reboisement et à la régénération des sols. Premièrement, ce travail doit permettre d'identifier les risques environnementaux potentiels tels que l'introduction d'espèces exotiques envahissantes ou des risques sociaux tels que la perte de moyens de subsistance de populations vulnérables qui cultivent informellement des terres communautaires. En second lieu, ces protocoles doivent proposer la manière d'articuler les actions de reboisement et de régénération des sols avec celles visant à l'inclusion sociale et économique des populations bénéficiaires du projet.

La présence d'aires protégées et de populations vulnérables doit être prise en compte dans la définition des protocoles de reboisement et de régénération des sols.

#### 4. Élaborer les MGS et les PPPI

Le MGAS a pour objectif de fournir une évaluation environnementale et sociale préliminaire du programme, en détaillant toutes les parties qui peuvent être développées sur la base des informations disponibles et en «encadrant» les parties qui restent à développer (en précisant les actions à mener, les instruments et méthodologies à mettre en œuvre ainsi qu'un budget).

Dans ce contexte, sur la base de la documentation existante, des visites sur place et des réunions avec les principaux partenaires du projet, le MGAS doit permettre :

- Disposer d'une évaluation des principaux risques et impacts A & S du Programme (sous-composantes et infrastructures associées), ainsi que des mesures d'atténuation requises dans la séquence ERC "Éviter, réduire, compenser" les impacts A & S;
- Analyser la liste d'exclusion de l'AFD, par rapport aux risques A&S du programme en identifiant leur compatibilité, ou en alertant sur l'activation potentielle de certaines des clauses de cette liste. Une analyse des habitats critiques qui pourraient se trouver dans la zone (article 17 de la liste d'exclusion de l'AFD) doit être incluse en particulier. Attention particulière à la présence d'aires protégées dans le bassin de Yaque du Sud;
- Proposer des alternatives et des variantes pour le programme qui permettent d'éviter ou de réduire les impacts A&S;
- Définir l'approche de l'évaluation et de la gestion de l'impact A&S applicable au Programme,
- Proposer un outil d'évaluation de l'impact A&S pour déterminer le niveau de risque environnemental et social de chacune des sous-composantes (selon la classification utilisée par l'AFD, c'est à dire : A, B+, B ou C); et définir les mesures de S&S nécessaires et le cadre réglementaire applicable dans le pays ainsi que les normes de la Banque mondiale en matière de S&S;
- Proposer un classement initial pour chaque sous-composante du programme et le justifier;
- Déterminer les normes A&S du BM (standards AyS - EAS) applicables au programme, par exemple si la présence de populations autochtones est identifiée et confirmée (activation EAS 7), les interventions dans des habitats critiques, sites AZE, et autres espaces sensibles (activation EAS 6), etc.;
- Déterminer, pour chaque sous-composante, les approbations A&S ainsi que les procédures correspondantes et les plans d'action correspondants élaborés conformément aux réglementations locales, ainsi que les délais et coûts associés;
- Réaliser une analyse de conformité et des lacunes entre la réglementation A&S locale et les normes A&S internationales (EAS BM);
- Évaluer la capacité et les compétences de l'exécutant du projet pour assurer la gestion A&S du programme, y compris son système de gestion A&S (SGAS) ou les mesures de gestion A&S applicables aux composantes et selon les phases du programme (préparation, exécution, exploitation); et déterminer les besoins éventuels de renforcement des capacités, proposer les dispositions organisationnelles nécessaires pour mettre en œuvre la gestion A&S du programme;
- Définir le programme de suivi et d'évaluation du Programme A&S, ainsi que les ressources associées;
- Estimer le budget pour la gestion des risques et impacts A&S et proposer un calendrier de mise en œuvre.
- Définir un Plan de participation des parties prenantes (PPPI) dans un chapitre ou section différenciée, où sont proposés les objectifs des consultations (diffusion, concertation codécision)

avec les acteurs concernés, une analyse et catégorisation des parties prenantes, méthodologies de consultation et méthodes de communication adaptées au contexte, y compris une analyse des groupes vulnérables. Un calendrier des étapes clés des consultations au cours de la vie du projet devra être présenté, définir les mécanismes de diffusion du programme. Ce chapitre/section présente le mécanisme de gestion des réclamations et des plaintes, en décrivant les principes, modalités et étapes que doivent suivre les personnes affectées négativement (uniquement sur les questions A&S) pour déposer une plainte.

- Le format et le contenu du MGAS (y compris le PPPI) sont présentés à l'annexe 1.

## **5. Établir le MPR (si les risques de réinstallation physique/économique sont confirmés)**

Un cadre de politique en matière de réinstallation involontaire (MPR), conforme aux meilleures pratiques internationales et notamment à la norme A&S sur «Acquisition de terres, restrictions à l'utilisation des terres et réinstallation forcée» de la Banque mondiale, pourrait être nécessaire dans le cadre de ce programme (si confirmé),

Sur la base de la documentation et des données existantes, des visites sur place et des réunions avec les principales parties prenantes et les personnes potentiellement concernées par le programme, il convient d'évaluer les risques liés à la réinstallation involontaire, les mesures correctives et les procédures à appliquer pour la mise en œuvre future des plans d'action de réinstallation (PAR), le cas échéant. Dans ce contexte, les activités suivantes seront menées :

- Décrire le programme et les investissements susceptibles d'indiquer des risques de réinstallation involontaire, physique/économique;
- Justifier l'impossibilité de finaliser les PAR requis lors de la phase d'approbation du financement;
- Définir les principes et objectifs qui régissent l'élaboration et l'adoption du ou des programmes d'action régionaux;
- Estimer, dans la mesure du possible, le nombre de personnes touchées, déplacées;
- Déterminer les groupes de personnes éligibles et les critères de définition des catégories;
- Décrire le cadre juridique : (i) expliquer le contenu des lois et règlements nationaux applicables et leurs implications pour le programme, (ii) évaluer les différences entre les lois et règlements nationaux et les exigences de la BM (EAS 5); et (iii) recommander des actions en cas d'identification de lacunes et de lacunes entre les normes locales et les normes du BM;
- Mettre au point une méthode d'évaluation des biens perdus et autres pertes subies par les personnes concernées;
- Décrire les procédures de détermination des compensations (matrice des droits);
- Décrire l'indemnisation prévue pour aider les personnes concernées. Le CPR décrit les méthodes et procédures selon lesquelles les personnes concernées choisiront parmi les différentes options de compensation proposées;
- Décrire la mise en œuvre du déplacement au sein du PAR et la coordination avec l'avancement des travaux physiques dans le cadre du programme et/ou des investissements;
- Description du mécanisme de gestion des réclamations;
- Décrire le mécanisme de résolution des conflits qui pourrait se produire au sein des communautés touchées (par exemple, entre les personnes déplacées et les communautés d'accueil) le cas échéant, les conflits liés aux restrictions imposées à l'utilisation des ressources ou les plaintes des personnes concernées mettant en cause les conditions d'éligibilité, les mesures de planification collective et/ou la mise en œuvre du PAR;

- Estimer au préalable le budget total de compensation (sur la base du nombre estimatif de PAB, des catégories et de la matrice des droits);
- Identifier les sources de financement du PAR, y compris les flux de trésorerie et les provisions pour imprévus;
- Présenter le processus de consultation et de participation avec les personnes concernées (communautés déplacées et d'accueil) pendant la planification, la préparation, la mise en œuvre et l'examen du respect du PAR;
- Présenter des procédures de suivi et d'évaluation par l'organisme responsable de la mise en œuvre du PAR et audit indépendant;
- Formulation de TDR pour la préparation de PAR pour le programme et/ou les investissements;
- Estimations préliminaires du budget total de compensation (sur la base du nombre estimé de PAB, des catégories et de la matrice des droits).

**Méthodologie pour l'élaboration des documents-cadres de gestion environnementale et sociale** pour l'élaboration des documents-cadres de gestion A&S, le consultant appliquera la méthodologie suivante (non limitative) :

- Examen des documents

Sur la base de la documentation disponible, qui doit être communiquée par le gestionnaire, concernant l'exécution du programme et l'évaluation et la gestion des A&S réalisées par le gestionnaire, Le consultant identifiera au préalable les principaux défis A&S associés à la mise en œuvre de chacun des sous-projets.

- Concernant les politiques internationales en matière de gestion des S&S et les bonnes pratiques en la matière, le consultant devra se référer aux documents suivants :

-Politique de gestion des risques A&S des projets financés par l'AFD : <https://www.afd.fr/fr/ressources/politique-de-maitrise-des-risques-environnementaux-et-sociaux-lies-aux-operations-financees-par-lafd> ;

-Liste d'exclusion de l'AFD;

-Cadre de gestion A&S de la Banque mondiale : <https://www.worldbank.org/en/projects-operations/environmental-and-social-framework>;

-Directives du Groupe de la Banque mondiale en matière d'environnement, de santé et de sécurité : <https://www.ifc.org/en/insights-reports/2000/general-environmental-health-and-safety-guidelines> ;

-Convention de l'OIT : <http://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:11001::NO>

-Cadre d'intervention de l'AFD sur le genre et la réduction des inégalités : <https://www.afd.fr/fr/cadre-intervention-genre-reduction-inegalites>

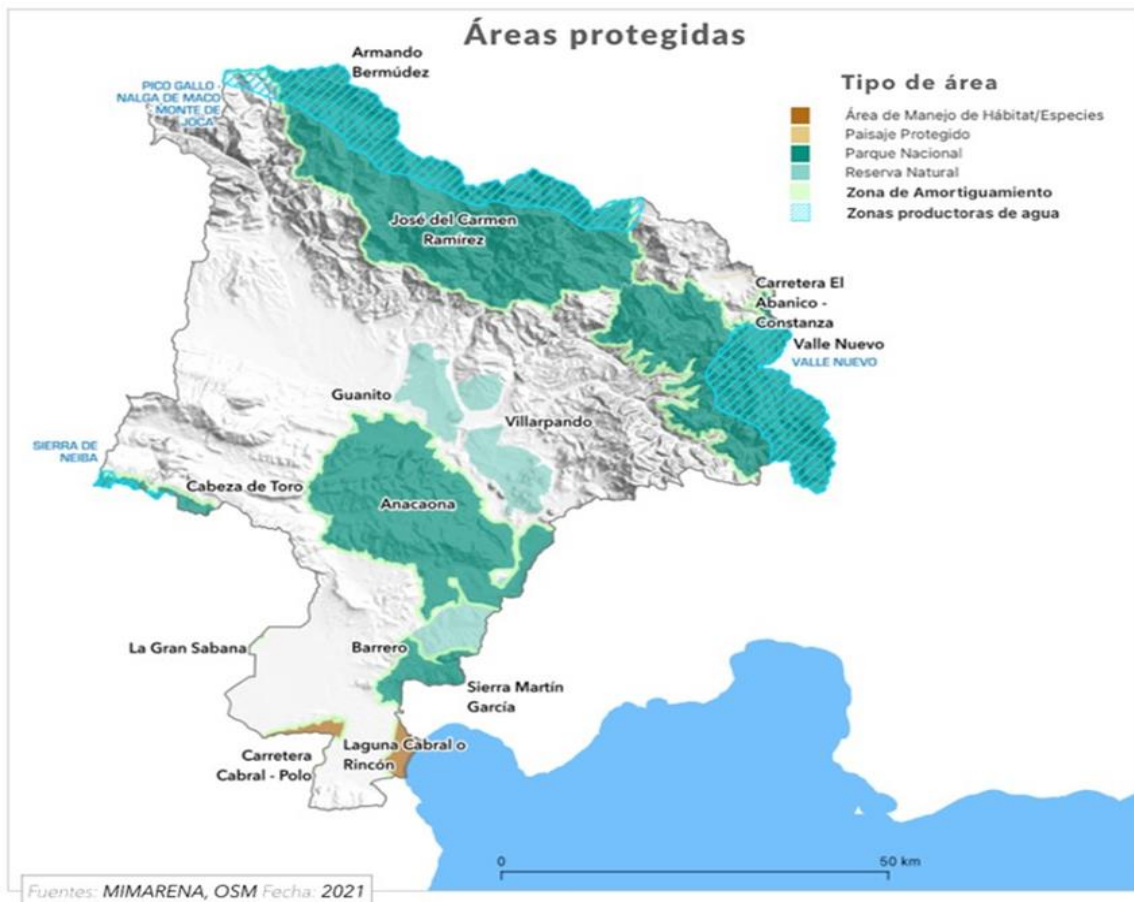
<https://www.afd.fr/fr/ressources/boite-outils-genre-diligences-environnementales-et-sociales>

- Rédaction de documents cadres de gestion A&S

Après avoir systématisé les informations primaires et les sources documentaires, le consultant rédige des versions préliminaires du GCE (y compris le PPPI) et du MPR (si nécessaire). Qui feront l'objet d'une révision par l'AFD. Les observations et commentaires de l'AFD seront incorporés dans la version finale des documents avec les commentaires de la contrepartie.

- Attention particulière à la présence d'aires protégées dans le bassin de Yaoqué du Sud

Dans la réalisation de son étude, le consultant est invité à porter une attention particulière sur la présence d'aires protégées. Le cadre de Gestion A&S devra se baser particulièrement sur cette particularité du territoire.



## Composante 2 : études sur la résilience des territoires et de leurs habitants face aux changements climatiques, l'atténuation de ces changements et les avantages pour la biodiversité

Le projet a été identifié comme prometteur pour travailler sur la résilience d'un territoire face aux effets du changement climatique, y compris par des solutions basées sur la nature (reboisement, restauration des sols, etc.). Le projet CRYs dispose déjà d'une première étude réalisée en 2022 (Adapt'Action) sur ses vulnérabilités face au changement climatique. Le travail à effectuer consiste maintenant à reprendre ce diagnostic, à le mettre à jour et à le compléter selon les informations indiquées ci-dessous :

### 1. Mise à jour du diagnostic sur le risque de catastrophe et la vulnérabilité aux changements climatiques

Mise à jour du diagnostic sur le risque de catastrophe (sécheresse, inondations, glissements de terrain,...) et sur la vulnérabilité au changement climatique, en identifiant les causes économiques, sociales, institutionnelles et d'infrastructure de cette vulnérabilité. Proposer les adaptations nécessaires pour que les actions identifiées du projet répondent de manière adéquate à ces défis et risques climatiques.

### 2. Cartographie de la vulnérabilité climatique et sociale

Avec les informations mises à jour disponibles, réaliser une cartographie qui combine les informations sur la vulnérabilité des territoires face aux changements climatiques et les niveaux de marginalisation économique et sociale dans les municipalités qui composent le bassin.

### 3. Compléter le diagnostic par une théorie du changement, une matrice d'indicateurs et son protocole de suivi-évaluation

Après la mise à jour du diagnostic, le consultant doit l'achever par une révision en marge d'une théorie du changement qui lie la GIHR et la PSAd et les résultats attendus en termes d'adaptation, d'atténuation et de vulnérabilité sociale. Une matrice d'indicateurs sera également proposée pour démontrer les impacts significatifs sur l'amélioration de la résilience, y compris un protocole de suivi-évaluation qui considère *inputs, output, outcome and impact*.

#### **4. Analyse de l'empreinte carbone**

Le consultant doit effectuer une analyse de l'empreinte carbone en tenant compte de tous les secteurs visés par le projet : agriculture, eau, reboisement, restauration des sols pour déterminer le potentiel de séquestration du carbone du projet. L'outil Ex-Act de la FAO peut être utilisé : <https://www.fao.org/sup-port-to-investment/knowledge-resources/learning-tools>

#### **5. Actualiser le diagnostic sur la biodiversité et maximiser les impacts positifs du projet pour la nature, y compris par SbN**

Le consultant doit effectuer un diagnostic de l'état initial ou de la ligne de base de la biodiversité (faune, flore, disponibilité et qualité des ressources naturelles) et démontrer comment le projet permet d'améliorer l'état de la biodiversité et des ressources naturelles. Une matrice d'indicateurs montrant les impacts positifs sur la biodiversité et les ressources naturelles (sols, eau,...) sera proposée.

Afin d'améliorer la résilience de la région, tout en profitant aux personnes et à la nature, il s'agira de proposer des solutions basées sur la nature (SbN) pour l'adaptation dans le projet, en se basant sur les critères du Standard global UICN pour SbN. Il s'agit d'effectuer un "screening" du projet à l'aide de cette norme pour identifier les opportunités et les domaines d'amélioration dans le processus.

### **Composante 3 : études de faisabilité opérationnelle du projet**

Le projet a un profil de projet qui est un document produit par les homologues dominicains (Ministère de l'environnement et des ressources naturelles, Supérate et Sur Futuro) qui répond aux exigences du système national d'investissement public du Ministère de l'économie, Planification et développement (MEPyD) depuis 2023. Ce profil de projet a permis d'enregistrer le projet dans le système national d'investissement public. Dans ce document, une proposition de gestion opérationnelle du projet a été faite. Cette composante a pour objet de mettre à jour la présente proposition et de la compléter selon les éléments suivants :

#### **1. Revoir et compléter le cadre organisationnel, l'organisation institutionnelle et la répartition des activités**

L'une des principales difficultés rencontrées dans la préparation de ce projet est son caractère multipartite et multithématique. Ensuite, l'objectif sera d'abord de revoir le cadre opérationnel et le montage institutionnel impliquant les 3 partenaires du projet. Cet examen permettra de valider ou de remettre en question les éléments du profil de projet. Après ce premier travail, le Consultant devra travailler avec chacune des contreparties pour définir avec elles : leur rôle, leurs responsabilités, la répartition de leurs activités et leur relation avec la future Unité de Gestion de Projet. Un cadre logique et un budget du futur projet sont disponibles dans le profil de projet.

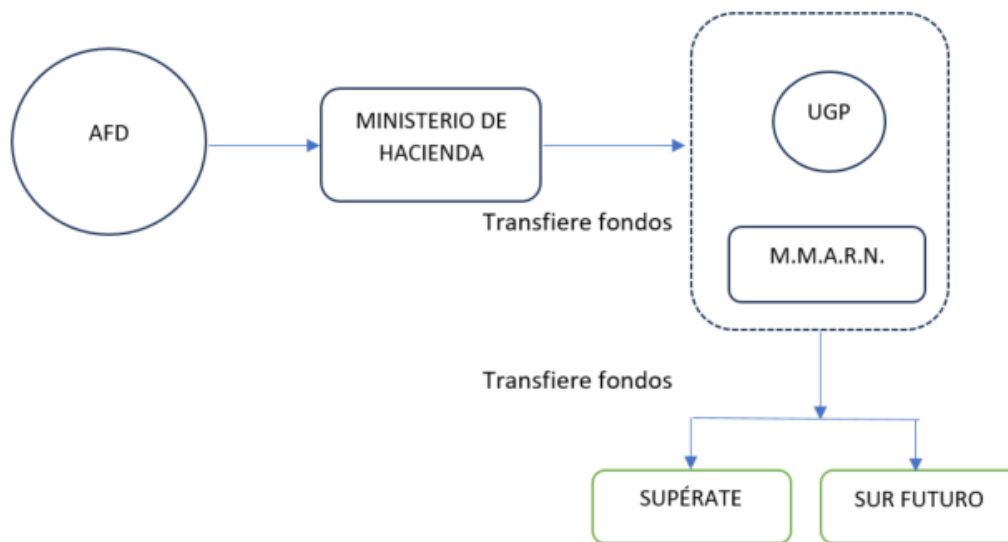
#### **2. Diagnostiquer les capacités des entités**

Compte tenu de ce premier travail de révision/complément indiqué ci-dessus, le consultant devra diagnostiquer les capacités des contreparties (Ministère de l'environnement et des ressources naturelles, Sud Futur, Supérate) selon le rôle, les responsabilités et la répartition des activités qui leur sont assignées. Ce diagnostic doit également analyser les capacités de gestion des fonds et de gestion financière de chacune des contreparties.



### 3. Compléter le schéma fiduciaire en y incluant les modalités des services et transferts monétaires

Dans le profil de projet, un premier schéma fiduciaire est proposé (voir ci-dessous). L'objectif est de compléter ce schéma et de définir de manière plus détaillée les relations financières entre les acteurs du projet : AFD, Ministère des Finances, Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles (MMARN), Sur Futuro et Supérate.



Le consultant devra également travailler sur les modalités des services financiers non bancaires de Sur Futuro et de Supérate qui peuvent offrir des services de subvention, des obligations vertes, des micro-crédits ou des paiements pour services environnementaux (PSA), par exemple. Dans le budget du projet, vous pouvez voir l'activité : *"Élaborer des programmes de subventions/incitations pour accompagner les producteurs dans la transition vers un modèle de production agricole durable (ex. bons verts, accompagnement technique et/ou paiement/compensation pour services environnementaux)"* d'un montant de près de 4 millions d'euros. L'objectif sera de définir plus en détail ce qui est pertinent et réalisable de cette activité, notamment avec les services financiers non bancaires de Sur Futuro et Supérate en tenant compte des règles et normes de l'AFD.

### 4. Définir les modalités de gestion des risques et les mécanismes de suivi et d'évaluation du projet

Compte tenu des travaux antérieurs sur le cadre organisationnel, l'organisation institutionnelle, la répartition des activités, les capacités des contreparties et le schéma fiduciaire, le consultant devra définir des modalités de gestion du risque (par exemple : audits, contrôles) et mécanismes de suivi-évaluation du projet. Ce travail doit tenir compte des règles et normes de l'AFD.

### 5. Unité de gestion des projets (UGP)

Comme indiqué ci-dessus dans le schéma fiduciaire, il y a une unité de gestion de projet qui est proposée dans le profil du projet. L'objectif est de compléter la proposition par la définition du modus operandi, sa relation avec les autres acteurs du projet, détailler davantage les postes de l'équipe et créer les fiches de poste. On attend également un travail de révision du budget proposé pour la logistique et le personnel de la future unité de gestion de projet (UGP), c'est-à-dire comment ils devront fonctionner pour réaliser l'intégration des deux axes du projet (GIRH et PSA).

### 6. Calendrier et plan des achats

En outre, le consultant doit effectuer une simulation du calendrier et du plan d'achat avec les contreparties. Le calendrier et le plan d'acquisition doivent être fondés sur les éléments disponibles dans le profil de projet et le premier travail de révision effectué en 2024. En outre, le consultant doit travailler avec les documents suivants :

- Les règles/procédures/normes internationales de l'AFD sur les processus d'appel d'offres : [https://www.afd.fr/sites/afd/files/2024-02-10-52-08/AFD-R0097%20-%20Directives%20PM%20-%202024\\_ve\\_FINALE.pdf](https://www.afd.fr/sites/afd/files/2024-02-10-52-08/AFD-R0097%20-%20Directives%20PM%20-%202024_ve_FINALE.pdf)
- Les processus d'appels d'offres et de contrats de l'AFD : <https://www.afd.fr/es/licitaciones-y-con-tratations>
- Le modèle de plan d'acquisition\*, avec une colonne sur la taxe locale à calculer également (ITBIS : 18% sont appliqués sur les prestations intellectuelles et 10% des 18% sont appliqués sur le montant total par appel d'offres de chantier) : [https://www.afd.fr/sites/afd/files/2024-02-02-23-09/AFD-M0041e%20Plan%20de%20acquisitions%20PAY%20ESP\\_fev%202024.pdf](https://www.afd.fr/sites/afd/files/2024-02-02-23-09/AFD-M0041e%20Plan%20de%20acquisitions%20PAY%20ESP_fev%202024.pdf)

\*Il est obligatoire d'utiliser le modèle de plan d'acquisition ci-dessus.

## 7. Regroupement des produits livrables dans un document de projet

Pour mener à bien la composante 3, le consultant devra consolider tous les résultats de cette étude (composantes 1, 2 et 3) et les résultats de deux autres études qui seront menées en parallèle avec d'autres consultants :

- Diagnostic de la gouvernance de l'eau dans le bassin du fleuve Yaoqué du Sud (étude achevée en juin 2025);
- Évaluation et conception de systèmes d'eau et d'assainissement à petite échelle dans le bassin du fleuve Yaqué du Sud (étude achevée en septembre 2025).

On attend également du Consultant qu'il détaille plusieurs recommandations pour la rédaction du Manuel de Procédures du projet et propose une première version de celui-ci (en prenant le modèle utilisé par l'AFD).

### 5.3 Compétences attendues du fournisseur

L'équipe doit être composée de professionnels ayant une expérience dans :

- **Direction du projet** : études supérieures (BAC +5, Master ou équivalent) en génie de l'environnement, écologie, agronomie ou branches connexes avec au moins (5) ans d'expérience professionnelle internationale dans la gestion de projets internationaux avec des normes AFD ou BM. L'expert doit avoir une connaissance approfondie des procédures et normes de l'AFD, en particulier pour ce qui est de l'instruction des projets futurs. L'expert doit également avoir une expérience de l'analyse institutionnelle.
- **Environnement** : Réalisation d'études d'impact environnemental et social pour des projets financés par des organismes internationaux selon les normes de la Banque mondiale. Au minimum (3) expériences de travail dans l'application des normes A&S de la Banque mondiale dans des projets de développement agroforestier, dans la région d'Amérique latine/Amérique centrale.
- **Économique** : études supérieures (BAC +5, Master ou équivalent) en économie, ou branches connexes avec au moins (5) ans d'expérience professionnelle internationale dans la réalisation

d'études économiques et d'analyses fiduciaires pour des projets financés par des organismes internationaux, trois (3) expériences.

- **Social** : études supérieures (BAC +5, Master ou équivalent) en sociologie, anthropologie, psychologie sociale ou branches connexes avec plus de cinq (5) des années d'expérience dans le domaine de la protection sociale et des politiques sociales et dans des projets financés par des organismes nationaux et/ou internationaux, trois (3) expériences. Une expérience dans le développement de projets de protection sociale serait un plus.
- **Genre** : dynamique des sexes dans les contextes rural et agricole.
- **Changement climatique et empreinte carbone** : analyse des risques climatiques et stratégies d'adaptation. Expérience du calcul et de l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre.

Le consultant est libre de proposer une équipe mieux adaptée et optimisée pour répondre à la demande des présents termes de référence. Il est conseillé de fusionner les positions indiquées ci-dessus pour optimiser et améliorer la production des études. Un consultant peut couvrir un ou plusieurs des profils définis ci-dessus.

#### 5.4 Conditions de livraison / exécution / interlocuteurs

Le contrat sera exécuté **en partie en France** (à distance, avec des réunions au siège de l'AFD si nécessaire, avant, pendant et après la prestation) et **en partie à Saint-Domingue**.

##### **AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT**

Siège social : 5 rue Roland Barthes 75012 Paris | France

- Agence de Santo Domingo : Ave. Gustavo Mejía Ricart Esq. Abraham Lincoln, Corporate Tower 2010, Local 201, Piantini, Santo Domingo | République dominicaine

Les principaux interlocuteurs de l'AFD pour cette prestation seront :

- Karla BARCLAY, chef de projet du portefeuille Agriculture et développement rural, AFD Mexique,
- Carlos SOTO, chef de projet du portefeuille Santé et protection sociale, AFD Mexique,
- Camille TATAREAU, Responsable du portefeuille Agriculture et Développement rural, AFD Santo Domingo,
- Ivan LE LAY, Responsable du portefeuille Santé, AFD, Santo Domingo

Le consultant entretiendra un dialogue étroit avec les parties intéressées qui seront impliquées dans le projet. La prestation nécessite un travail itératif et participatif. Le consultant s'efforcera de consulter les principales parties prenantes du projet, c'est-à-dire le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles, répartis en différentes équipes : Vice-Ministère des sols et des eaux et Vice-Ministère de l'action pour le climat et de la coopération internationale, Supérez-vous et Sud Futur. Le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles sera chargé de superviser les études.

Le bureau de l'Agence Française de Développement basé à Saint-Domingue sera également un interlocuteur important qui devra participer aux discussions et à la réalisation du projet.

La prestation devra comprendre le déplacement d'experts sur le terrain tant dans la capitale de Saint-Domingue que dans le bassin du Yaoqué du Sud. Le prestataire est invité à détailler comment il va gérer

la prestation. L'AFD considère qu'une forte présence sur le terrain est indispensable au succès de cette prestation.

**La prestation se fera dans le cadre d'un budget maximal de 170000 €.**

### **5.5 Livrables attendus**

Les produits attendus de ce conseil comprennent :

#### **Composante 1 : études environnementales et sociales**

- 1.1 Diagnostic social, économique et de genre mis à jour sur tout le périmètre du bassin Yaqué du Sud;
- 1.2 Rapport sur les protocoles de reboisement et de régénération des sols sur la partie haute du bassin Yacoque du Sud, en particulier dans les sous-zones Haut-Ouest, Haut-Est et Moyen-Ouest;
- 1.3 Cadre de gestion environnementale et sociale (MGAS) incluant un plan de participation des parties prenantes (PPPI) selon les normes internationales et les bonnes pratiques (BM) sur la partie haute du bassin du Yaoqué du Sud, spécifiquement dans les sous-bassinzones Haut-Ouest, Haut-Est et Mi-Ouest;
- 1.4 Cadre de politique de réinstallation involontaire (MPR - si nécessaire) sur la partie haute du bassin Yacoé du Sud, spécifiquement dans les sous-zones Haut Ouest, Haut Est et Moyen Ouest.

#### **Composante 2 : études sur la résilience des territoires face aux changements climatiques, l'atténuation de ces changements et la biodiversité**

- 2.1 Diagnostic sur le risque de catastrophe et la vulnérabilité au changement climatique mis à jour sur tout le périmètre du bassin du Yacoque du Sud. Y compris la cartographie de la vulnérabilité climatique et sociale. Ce diagnostic actualisé doit comporter une théorie du changement, un tableau d'indicateurs et un protocole de suivi-évaluation des indicateurs;
- 2.2 Analyse de l'empreinte carbone du projet sur la partie haute du bassin Yacoé du Sud, spécifiquement dans les sous-zones Haut Ouest, Haut Est et Moyen Ouest;
- 2.3 Diagnostic sur la biodiversité (ligne de base) sur la partie haute du bassin Yaoqué du Sud, spécifiquement dans les sous-zones Haut Ouest, Haut Est et Moyen Ouest;
- 2.4 Impacts positifs sur la nature, y compris avec le dépistage de SbN sur la partie haute du bassin de Yaoqué du Sud, en particulier dans les sous-zones Haut Ouest, Haut Est et Moyen Ouest.

#### **Composante 3 : études de faisabilité opérationnelle du projet**

- 3.1 Rapport sur la faisabilité opérationnelle du projet dans la partie haute du bassin de Yaoqué du Sud, en particulier dans les sous-zones Haut-Ouest, Haut-Est et Mi-Ouest.
- 3.2 Première version du manuel d'exploitation du projet.
- 3.3 Document que j'ai intégré à tous les documents du projet, y compris les études sur la gouvernance dans le bassin et sur les infrastructures hydriques.

### **5.6 Phases de réalisation du conseil**

Il est proposé de diviser l'intervention du consultant en trois phases et le délai d'exécution est de six (6) mois, y compris les délais d'examen et de validation par le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles et l'AFD. Le consultant peut proposer une manière différente de diviser l'intervention

dans son offre. La validation de chaque phase par le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles et l'AFD est une condition nécessaire à la mise en œuvre de la phase suivante.

Sur la base des orientations énoncées dans les présents termes de référence, le consultant devra approfondir et détailler les activités à réaliser dans les différentes composantes du projet. On s'efforcera de préciser l'objectif, la logique d'action et les résultats escomptés pour chacune de ces activités au cours de la période de mise en œuvre prévue par la présente étude. Un calendrier détaillé sera établi, qui indiquera l'ordre de réalisation de toutes les activités par mois et au cours de la période proposée pour l'exécution de l'étude.

### **Phase 1 - Mise à jour des diagnostics environnementaux, sociaux et climatiques**

Au cours de cette étape, le consultant doit mettre à jour tous les diagnostics existants (social, économique, genre, risque de catastrophe et vulnérabilité aux changements climatiques, biodiversité). À la fin de cette phase, le consultant doit présenter les réalisations attendues 1.1, 2.1 et 2.3.

### **Phase 2 - Études sur la résilience du territoire et de ses habitants face aux changements climatiques**

Au cours de cette étape, le consultant doit réaliser les nouvelles études de faisabilité sur les protocoles de reboisement et de régénération des sols, le MGAS avec son PPPI et l'analyse de l'empreinte carbone. À la fin de cette phase, le consultant doit présenter les produits livrables 1.2, 1.3, 2.2 et 2.4.

### **Phase 3 - Réalisation de l'étude de faisabilité opérationnelle du projet**

Au cours de cette phase, le consultant doit se concentrer sur l'étude de faisabilité opérationnelle du projet. Cette étude doit couvrir tous les sujets mentionnés dans les présentes conditions de référence. Une attention particulière sera accordée à la simulation du calendrier et de la proposition de plan d'achat du futur projet CRYs et à une première version du manuel d'exploitation du projet. Après la révision du MGAS, le consultant peut, si nécessaire, réaliser le MPR pendant cette phase. À la fin de cette phase, le consultant devrait présenter les produits 3.1, 3.2 et 1.4 (si nécessaire).

## **5.7 Calendrier estimé de la prestation**

Le prestataire est invité à proposer son propre calendrier, mais le délai d'exécution est estimé à 6 mois maximum. Le calendrier doit être aligné sur les livraisons des produits susmentionnés, en laissant suffisamment de temps pour la collecte des données, la consultation des parties intéressées, l'établissement de rapports détaillés et les délais d'examen/validation.

	M1	M2	M3	M4	M5	M6
<b>Phase 1</b> - Mise à jour des diagnostics environnementaux, sociaux et climatiques						
<b>Phase 2</b> - Etudes sur la résilience du territoire et de ses habitants face aux changements climatiques, à l'atténuation et à la biodiversité						
<b>Phase 3</b> - Réalisation de l'étude de faisabilité opérationnelle du projet						
<b>Phase de révision et d'ajustement des produits livrables</b>						

## ARTICLE 6. Validation des livrables par l'AFD

### 6.1 Processus de validation des produits livrables

Dès réception des livrables, l'AFD aura 15 jours ouvrables pour valider ou non les livrables. Si l'AFD souhaite modifier le livrable, elle communiquera au fournisseur ses commentaires sur ces livrables au plus tard 10 jours ouvrables après réception. Le Fournisseur dispose de 10 jours ouvrables pour prendre en compte ces commentaires et proposer une nouvelle version du livrable. Ce processus peut être renouvelé si l'AFD n'est pas satisfaite des livrables (3 allers et retours maximum).

Le livrable ne sera validé que par décision de l'AFD et du Ministère de l'environnement et des ressources naturelles.

### 6.2 Critères de validation des livrables

L'AFD évaluera la qualité des produits à la lumière :

- Clarté et lisibilité du livrable
- Le respect des délais
- Le respect du périmètre de la Prestation demandée
- Le caractère opérationnel des produits à livrer
- La valeur ajoutée par rapport à l'existant
- L'argumentation et la justification des conclusions et recommandations formulées.

### 6.3 Relation avec les modalités de paiement

Les modalités de paiement sont les suivantes, compte tenu de la phase d'examen et d'ajustement des produits livrables :

Phases	Produits livrables	Paiements
<b>Phase 1</b> - Mise à jour des diagnostics environnementaux, sociaux et climatiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1.1 Mise à jour du diagnostic social, économique et de genre</li> <li>- 2.1 Mise à jour du diagnostic des risques de catastrophe et de la vulnérabilité aux changements climatiques. Y compris la cartographie de la vulnérabilité climatique et sociale.</li> <li>- 2.3 Diagnostic sur la biodiversité</li> </ul>	30 %
<b>Phase 2</b> - Réalisation des nouvelles études environnementales, sociales et climatiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1.2 Rapport sur les protocoles de reboisement et de régénération des sols</li> <li>- 1.3 Cadre de gestion environnementale et sociale (MGAS) incluant un plan de participation des parties prenantes (PPPI)</li> <li>- 2.2 Analyse de l'empreinte carbone du projet</li> <li>- 2.4 Impacts positifs sur la nature, y compris avec SbN.</li> </ul>	50 %
<b>Phase 3</b> - Réalisation de l'étude de faisabilité opérationnelle du projet	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 3.1 Rapport sur la faisabilité opérationnelle du projet</li> <li>- 3.2 Document que j'ai intégré à tous les documents du projet, y compris les études sur la gouvernance dans le bassin et sur les infrastructures hydriques</li> <li>- 1.4 Cadre politique de réinstallation involontaire (MPR - si nécessaire).</li> </ul>	20 %



Le paiement sera effectué par virement bancaire sur le compte indiqué par le fournisseur.

## **ARTICLE 7. Limitations imposées par l'AFD**

### **7.1 Utilisation de la langue espagnole**

L'exécution du contrat nécessite l'utilisation permanente de l'espagnol dans les relations avec l'AFD (documents, réunions, appels téléphoniques, e-mails) et pour le dialogue avec les bénéficiaires du service et la présentation des produits de ce conseil.

### **7.2 Accès du personnel du fournisseur**

Avant le début de la prestation, le prestataire fournit les informations nécessaires à la délivrance des laissez-passer permanents ou provisoires qui seront exigées, le cas échéant, pour la circulation de son personnel dans les locaux de l'AFD.

## **ARTICLE 8. Moyens mis à la disposition du prestataire**

Les frais de déplacement sont à la charge du prestataire.

Le consultant effectuera des missions sur le terrain dans les différents lieux d'intervention du programme, organisera des entretiens, des réunions, des ateliers avec les acteurs impliqués dans la mise en œuvre de celui-ci, y compris le personnel chargé de la gestion A&S, les autorités compétentes chargées de délivrer les autorisations environnementales, sociales et patrimoniales ainsi que les personnes potentiellement concernées par la mise en œuvre des sous-projets.

## **Annexe 1 : Contenu minimal du MGAS y compris le PPI**

### **0. Résumé exécutif (non technique)**

Le consultant présentera les résultats significatifs de l'analyse des risques AyS et les actions proposées concernant la gestion des impacts A&S du programme. Indique clairement s'il existe un risque dans l'activation de l'une des clauses de la liste d'exclusion de l'AFD (par exemple, clause 17, habitats critiques, zones protégées) et les recommandations le cas échéant. Le consultant préparera et fournira ce résumé une fois que les autres chapitres du SMG auront été validés.

### **1. Description du programme**

Le consultant décrira brièvement le programme tel qu'il a été défini jusqu'à présent, en faisant la distinction entre les phases de construction et d'exploitation. Les informations requises comprennent :

- Type d'investissement et infrastructure associée;  
dans la mesure du possible, la localisation cartographique de ces investissements et les informations techniques pour la réalisation de ces investissements et infrastructures (superficie des terrains, volumes de matériaux, besoins en main-d'œuvre, etc.);
- Calendrier général des différentes étapes du programme comprenant les phases de : conception, démantèlement (le cas échéant), début des travaux (à considérer ici comme démarrage à partir de l'installation des bases de vie et de travaux des entreprises) phase de construction et phase d'exploitation, phase de démantèlement/fin de vie du projet.

-  
Le consultant décrit les options qui ont été explorées lors de l'élaboration du programme proposé et expose les raisons environnementales et sociales qui ont guidé le choix de l'investissement(s) et/ou du (des) lieu(s).

### **2. Description du cadre législatif et institutionnel en matière de S&S**

Le consultant décrira le contexte législatif du programme, tant sur les aspects environnementaux que sociaux, y compris la santé et la sécurité et l'égalité des sexes, qui comprend :

- La réglementation nationale en termes environnementaux et sociaux;
- Les textes internationaux ratifiés par la République dominicaine;
- La politique de contrôle des risques A&S de l'AFD et les normes environnementales et sociales (AES) de la Banque mondiale.

-  
En ce qui concerne les politiques et normes environnementales et sociales de l'AFD, le consultant se référera aux documents suivants :

- Liste d'exclusion de l'AFD
- Politique de contrôle des risques A&S des opérations financées par l'AFD : <https://www.afd.fr/fr/ressources/politique-control-risque-environnementale-et-socio-sociale>
- Cadre environnemental et social de la Banque mondiale : <https://www.banquemondiale.org/fr/projects-operations/environmentalandsocialframework>
- Directives générales du Groupe de la Banque mondiale sur l'environnement, la santé et la sécurité :
- <https://documents.banquemon-diale.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/833211490601422040/environmental-health-and-safety-general-guidelines>

- Conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT) : <http://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=1000:11001::>

- Le consultant devra également analyser les écarts entre les règlements nationaux et les normes de la Banque mondiale et proposer des mesures opérationnelles appropriées pour le programme afin de remédier à ces différences. Ces mesures devront être discutées et validées par les autorités compétentes en la matière et par le maître d'ouvrage.
- 
- Le consultant devrait également recenser les institutions chargées de l'application des normes environnementales et sociales, y compris les institutions et organes qui s'occupent des droits des femmes. Cette description doit également identifier les procédures et acteurs impliqués dans la mise en œuvre des investissements, l'obtention d'autorisations environnementales et sociales, entre autres certifications.
- 

### 3. Détermination et description des impacts potentiels et mesures d'atténuation

Dès le départ, le programme doit être conçu avec une logique de «prévenir, réduire, compenser» les risques. Cependant, comme le programme est en phase de prévisibilité, il n'est pas toujours facile d'identifier tous ses effets.

Dans cette partie, le consultant doit :

- Énumérer les sources de l'impact des investissements par type et par phase de construction et d'exploitation
- Proposer des mesures d'atténuation globales pour chacun de ces impacts
- Préciser les impacts résiduels même après l'application des mesures de réduction

L'identification des impacts et la proposition de mesures palliatives concernent aussi bien les investissements financés par le programme que les infrastructures associées.

- Enfin, le Consultant identifiera les autres grands projets dans la zone et analysera les impacts cumulatifs potentiels de tous ces projets (sans oublier les investissements concernés par ce MGAS) à court terme, dans la zone du projet AFD.
- 

### 4. Description de la procédure de contrôle des risques à suivre dans le cadre du programme

Cela comprend les éléments suivants :

- Sélection des investissements et des emplacements
- La catégorisation des investissements selon leur niveau de risque. À cette fin, le consultant devrait établir au préalable une liste de critères de catégorisation couvrant tous les risques environnementaux, sociaux, fonciers, etc. et adaptée à la sensibilité du contexte local
- La définition des études complémentaires (EIAS-PGAS détaillé, plan d'action de réinstallation, etc.) et d'autres documents de contrôle des risques selon la catégorisation des investissements qui seront réalisés une fois que la conception technique des investissements (ou du projet) connu (y compris la localisation des infrastructures). Le consultant décrira également les responsabilités des parties prenantes dans la préparation et l'approbation de ces documents

- Description d'autres normes, méthodologies et outils pour compléter le processus d'évaluation environnementale et sociale des investissements (clauses A&S à inclure dans les CAD sur la base du modèle standard de l'AFD<sup>2</sup>).

## 5. Suivi et évaluation

La surveillance environnementale et sociale vise à :

- Vérifier le respect des engagements environnementaux et sociaux pris par le maître d'ouvrage
- Fournir des informations sur les principaux problèmes environnementaux et sociaux du programme, en particulier leurs effets
- Analyser l'efficacité des mesures d'atténuation appliquées (progrès et résultats dans le cadre de ces mesures).

Ces informations permettent d'évaluer le succès des mesures d'atténuation dans le cadre de la surveillance du programme et, le cas échéant, de prendre des mesures correctives.

Le MGAS définit des objectifs de surveillance et des méthodes de suivi précis, en fonction des effets évalués et des mesures d'atténuation identifiées. Cette partie comprend :

- Une description précise des types de suivi à développer dans les prochaines études à réaliser, à savoir : indicateurs, mesures de surveillance, surveillance des chantiers navals, élaboration de plans spécifiques, etc. Aucune liste d'indicateurs n'est demandée ici, Décrire les méthodes de suivi
- La rédaction de rapports de surveillance interne (suivi périodique, formulaires d'accident), rapports à transmettre à l'AFD, etc.

## 6. Plan de participation des parties prenantes (PPPI)

Dans ce chapitre, le consultant présentera les modalités que le bénéficiaire a appliquées ou s'engage à appliquer pour encourager la participation des acteurs concernés :

- Objectifs des consultations avec les parties prenantes (est-ce consultation, concertation et codécision?)
- Identification et analyse des types/catégories de parties prenantes (pas la liste complète des parties prenantes, qui sera détaillée par études)
- Méthodes de consultation et de communication adaptées au contexte, y compris une analyse des obstacles à la participation des groupes vulnérables et des femmes
- Planification / étapes clés des consultations dans la mise en œuvre des investissements
- Diffusion d'informations sur le programme et les investissements auprès des parties prenantes

En ce qui concerne le mécanisme de gestion des plaintes, le consultant décrit les principes, modalités et étapes que doivent suivre les personnes affectées (uniquement sur les questions environnementales et sociales) pour déposer une plainte. Le mécanisme de traitement des plaintes devrait notamment comprendre :

---

<sup>2</sup> <https://www.afd.fr/sites/afd/files/2019-02-11-27-15/dossier-type-appel-offres-marches-travaux.docx>

- Les objectifs du mécanisme et son fonctionnement dans les phases d'investissement. Les plaintes peuvent être traitées à différents niveaux en fonction du contexte et s'appuyer d'abord sur les mécanismes locaux de règlement des conflits existants
- Critères d'éligibilité pour déposer une plainte et pour la rendre recevable (qui? Quel type de plainte? Combien de temps faut-il attendre avant qu'une plainte soit déposée? Etc.)
- Modalités d'enregistrement (où? par quel moyen? etc.) et de centralisation des plaintes (le consultant fournira un modèle d'enregistrement des plaintes et proposera une classification des plaintes selon leur type)
- Les modalités d'analyse et de traitement-réponse des plaintes (personnes ressources, méthodologie de traitement des plaintes, délais de réponse et résolution)
- Les motifs d'irrecevabilité d'une plainte et les autres recours que le plaignant peut invoquer si la solution proposée ne lui convient pas.

Le mécanisme de plainte devrait être accessible à tous, y compris aux personnes vulnérables. À cet effet, des accompagnements spécifiques et la confidentialité de la plainte peuvent être envisagés.

#### 7. Renforcement des capacités et organisation institutionnelle

Afin d'améliorer la performance environnementale et sociale dans la conception des investissements, le consultant indiquera si une expérience spécifique est requise au sein de l'équipe de faisabilité/conception (en écologie, études foncières, études sociales, etc.). En outre, le consultant décrira les dispositions institutionnelles nécessaires à l'organisation de la gestion des projets pour mettre en œuvre des mesures d'atténuation et de surveillance environnementale et sociale pendant les travaux et opérations d'investissement.

Le consultant évaluera les capacités de l'État dominicain dans le domaine du contrôle des risques environnementaux et sociaux. Le cas échéant, la Consultation recommandera des propositions visant à renforcer l'organisation de gestion de l'A&S et les capacités des entités responsables. Le recours à des experts extérieurs peut être encouragé pour assurer un contrôle approprié de la mise en œuvre du SMG, s'il y a lieu.

#### 8. Calendrier et estimation des coûts

Budget estimé de la gestion des risques A&S. Le consultant énumère tous les postes de coûts, sources de financement et montants associés (études, validation des études, formation, diffusion d'informations, etc.).